

Tourisme

LA COUR DES COMPTES À DIDIER ROBERT : «IRRÉALISTE» !

Une fréquentation en retrait par rapport à Maurice, des dépenses de communication loin de correspondre aux résultats, une stratégie touristique datée, des billets d'avion subventionnés qui font monter les prix... La Cour des comptes juge très sévèrement la politique touristique conduite par Didier Robert à la Région. Voici des extraits du rapport annuel publié hier, relatif au tourisme dans notre île, avec des intertitres de "Témoignages":

Dans l'océan indien, La Réunion est en retrait par rapport à ses concurrents, Maurice (965.000 touristes en 2012) et les Maldives (958.000 touristes), qui ont connu une croissance supérieure à 30% ces dix dernières années. (...)

Les stratégies touristiques des conseils régionaux de la Martinique et de La Réunion s'inscrivent dans des plans anciens, datant de la fin des années 90 et du début des années 2000. Outre leur caractère daté, ces documents affichent des objectifs généraux, nombreux et non hiérarchisés, sans précision de calendrier ni de moyens, notamment financiers. La plupart d'entre eux sont fondés sur des hypothèses irréalistes, comme l'objectif de parvenir à 600 000 touristes d'ici 2015 à La Réunion, l'offre d'hébergement étant incapable d'absorber un tel flux. (...)

Atouts pas valorisés

Face à la palette très riche de son offre tou-

ristique (destination de montagne, de volcan, de tourisme de nature, offre balnéaire, diversité culturelle), La Réunion hésite entre le «bleu» (tourisme balnéaire) et le «vert» (tourisme de nature), transmettant aux clientèles étrangères un message peu lisible.

Le parc national de La Réunion, qui représente près de 40% du territoire, a été classé en 2010 au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco pour ses cirques, ses pitons et ses remparts. La stratégie touristique réunionnaise, élaborée avant ce classement, reste silencieuse face à un produit d'appel et de notoriété majeur.

«Situation de mono-clientèle»

Les économies touristiques des Antilles et de La Réunion sont largement orientées vers la métropole, au risque de devenir des produits méconnus du marché mondial. La clientèle métropolitaine représente plus de 80% des touristes.

Cette situation de mono-clientèle constitue un double handicap pour les destinations de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion. Le premier est une grande sensibilité à la conjoncture économique française. Le second tient au caractère fortement affinitaire. Or le tourisme affinitaire

Air France privilège Maurice

«Air France et Corsair desservent La Réunion depuis Orly. Seule la compagnie Air Austral fait décoller ses avions depuis Roissy Charles de Gaulle. Air France ne partage aucun code share avec Air Austral, compagnie qu'elle a contribué à créer, alors qu'elle est engagée dans un partenariat de cette nature avec la compagnie mauricienne Air Mauritius qui a arrêté la majorité de ses liaisons européennes. Cet accord facilite le transport des touristes européens vers Maurice. Les tensions qui ont pu exister dans les relations entre Air France et Air Austral, liées à la décision de la compagnie régionale réunionnaise, en 2003, de desservir Paris, ne favorisent pas les intérêts touristiques de l'île.»



(photo C.F.)

Avec une telle politique, les touristes ne sont pas près de venir en masse...

re apporte moins de recettes que le tourisme d'agrément ou le tourisme d'affaires, les dépenses liées à l'hébergement et à la restauration étant moindres.

Résultats pas à la hauteur des dépenses

Aux Antilles et à La Réunion, les conseils régionaux, *via* les comités régionaux de tourisme, ont engagé des actions visant à diversifier les clientèles touristiques en ciblant prioritairement les pays d'Europe du Nord et les clientèles étrangères voisines. Les résultats ne sont pas à la hauteur des enveloppes financières engagées annuellement (plus de 7 M à La Réunion et 6 M à la Guadeloupe). La part des clientèles européennes reste stable, représentant en moyenne 5% des touristes accueillis. Au-delà des facteurs extérieurs liés notamment à la conjoncture internationale et à la faible implication des acteurs privés dans la promotion touristique, les politiques promotionnelles conduites par les acteurs publics locaux portent, en elles-mêmes, des faiblesses qui expliquent l'absence de résultat.

Et les îles Vanille ?

À La Réunion, les actions de promotion, qui

prennent la forme d'événementiels organisés en métropole et à l'étranger, sont peu évaluées alors qu'elles entraînent des frais importants liés au transport aérien, au fret et à l'hébergement des participants sans avoir d'effet structurant immédiat. (...)

La Réunion participe depuis 2010, avec les îles de la zone (Maurice, Seychelles, Madagascar, Mayotte, Comores, Maldives), à une nouvelle stratégie promotionnelle destinée à séduire les clientèles étrangères, particulièrement les touristes européens et chinois, en leur proposant des offres combinées inter-îles. Fin 2013, ce concept des «îles vanille» se traduit essentiellement par la vente d'offres combinées entre La Réunion et Maurice et peine encore à se matérialiser dans les taux de fréquentation en raison notamment des différences dans les réglementations relatives aux visas et au fait que les partenaires sont également des concurrents.

Conclusion

Élaborer un plan stratégique, actualisé, fondé sur une observation du secteur, fixant des orientations prioritaires à moyen terme.

Les 13 millions d'euros de la continuité territoriale font monter les prix

Au moment où la Région vote une dépense de 13 millions d'euros pour subventionner des billets d'avion, voici ce qu'écrit la Cour des Comptes: «Les dispositifs de continuité territoriale (aide au transport en faveur des résidents) et de congés bonifiés (prise en charge des frais de voyage des fonctionnaires tous les trois ans) peuvent avoir un caractère inflationniste sur les tarifs aériens.»

«Supprimer les défiscalisations»

Voici la seule recommandation de la Cour des Comptes à l'Etat. Supprimer les défiscalisations «Girardin» en faveur des investissements productifs et les remplacer par d'autres modes d'intervention, moins coûteux pour le budget de l'Etat et plus efficaces.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

Quand la Chine et la Russie manœuvrent sous le nez de l'OTAN

Le croiseur lance-missiles russe à propulsion nucléaire Pierre Le Grand (ex-Youri Andropov) et le navire patrouilleur chinois *Yancheng* effectuent actuellement des manœuvres conjointes en mer Méditerranée. Cité par la radio «Voix de la Russie», le directeur du Centre des études politiques et sociales Vladimir Evseev apporte un éclairage: «On assiste à un rapprochement entre la Russie et la Chine. La prochaine visite du président chinois Xi Jinping à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Sotchi en est une confirmation. La participation d'un navire chinois à la destruction des armes chimiques est un pas vers le rapprochement avec la Russie. Les exercices en Méditerranée font ressortir la volonté de la Chine d'être plus active dans l'arène politique étant donné qu'auparavant elle n'a jamais témoigné d'intérêt pour la Méditerranée.»

La radio russe précise que les navires militaires chinois peuvent faire escale dans des ports appartenant pour partie à des capitaux chinois, notamment le Pirée en Grèce, et Naples en Italie. Pour l'escale italienne, les bateaux chinois peuvent même s'amarrer juste à côté des navires de guerre de l'OTAN. Le terminal chinois est en effet voisin de la base militaire des Occidentaux.

Ces manœuvres conjointes veulent tout d'abord signifier que la Chine va avoir une présence permanente en Méditerranée. Avec la Russie, les deux pays comptent déployer dans cette mer jadis dominée par la France et la Grande-Bretagne une flotte équivalente à celle de l'OTAN.

L'année prochaine, les manœuvres sino-russes auront lieu sur le Pacifique, océan que les Etats-Unis considèrent comme leur chasse gardée.

Manifestement, le rééquilibrage économique entre l'Occident et le reste du monde s'accompagne d'un pendant militaire, et cela dans une région hautement stratégique en plein bouleversement politique. Qui aurait pu imaginer il y a quelques années que des navires chinois soient présents en permanence dans la mer Méditerranée?

C'est bien une nouvelle illustration d'un monde qui change. Car la Méditerranée est en train de devenir un point de confrontation entre les superpuissances du futur.

J.B.

Lutte pour l'emploi

Centre de tri de Pierrefonds: Une provocation faite aux 168.700 demandeurs d'emplois de La Réunion

L'AJFER Nou lé Kapab réagit à l'information annonçant que sur le chantier de la modernisation du centre de tri de Pierrefonds, près de la moitié des personnes embauchées viennent de l'extérieur de La Réunion.

«**N**ous apprenons, par les médias, le recrutement de personnes venant de l'extérieur pour occuper des postes disponibles sur le chantier du centre de tri de Pierrefonds. En effet, l'intercommunalité du Sud, la CIVIS, a décidé d'attribuer le marché à la société Ar-Val basée à Saint-Avé dans le Morbihan. Seule entreprise à avoir répondu à l'appel d'offres, la société a embauché 30 personnes dont 12 personnes venues de l'extérieur.

Avec le taux de chômage record que connaît notre île et notamment chez les jeunes, il n'est pas acceptable que plus du tiers des postes disponibles pour ce chantier échappent aux

Réunionnais.

Une fois de plus, la réalité nous démontre que dans les faits nous sommes très loin des beaux discours pour la priorité à l'embauche des Réunionnais. Les élus et les dirigeants de la CIVIS ont une responsabilité face à cette situation et doivent se mobiliser.

Dans le contexte économique et social que connaît notre île, voir 12 emplois échapper aux personnes de La Réunion est une véritable provocation.

Face à cette situation, l'AJFER-Nou Lé Kapab rappelle la nécessité de l'anticipation des besoins, afin de pouvoir adapter les formations. Une de nos propositions, qui consiste à obliger les employeurs à déposer leurs offres au Pôle Emploi, aurait permis

d'éviter une telle situation. Au delà du fait que 55% des offres d'emploi échappent au Pôle Emploi, et dans le cas où le Pôle Emploi n'aurait pas les compétences requises, des formations spécifiques peuvent être mises en place.

Cela a été le cas sur la construction de la centrale EDF du Port, et la destruction de l'ancienne centrale, où suite à la mobilisation de l'AJFER-Nou Lé Kapab et des organisations syndicales, les postes disponibles ont été occupés par des Réunionnais(e).

Des solutions existent, et notre île ne manque pas de jeunes diplômés et compétents pour occuper tous les postes dispo-

nibles à La Réunion. La priorité à l'embauche des réunionnais est une question de volonté politique. L'écart entre les paroles et les actes est de plus en plus important, surtout à la veille d'échéances électorales. Nous appelons les responsables politiques, plus particulièrement ceux de la CIVIS, à tout mettre en œuvre pour que les réunionnaises et les réunionnais puissent participer activement à la construction de notre pays.

Nou lé kapab dan nout péi.

Pour l'AJFER-Nou Lé Kapab
Gilles Leperlier,
Président»

Un navire de la marine indienne à La Réunion

Le «Sangram» au Port Est

Dans le cadre de la coopération maritime, un navire de la Marine nationale indienne, le «Sangram», effectue actuellement une visite de courtoisie à La Réunion. Il est actuellement stationné au Port Est.

Après le «Vijit» en mars 2012, le «Sangram» autre garde-côte de la Marine nationale indienne est actuellement en visite à La Réunion. Sous le commandement Capitaine du DIG A.K Harbola, le «Sangram» est spécialisé dans le domaine de la Recherche maritime et du sauvetage en mer ainsi que la lutte contre la piraterie. Cette escale s'effectue dans le cadre du déploiement du bâtiment indien dans les pays de l'océan Indien.

Ce navire de fabrication indienne, construit dans le chantier naval de Goa, mesu-

rant plus de 100 mètres de long a été mis en service en 1997. Il dispose d'une Système de Pont Intégré, le système de commande des machines intégrée, d'un système de lutte contre l'incendie. En outre, le navire est muni d'un système de surveillance de nuit.

Il transporte un hélicoptère de pointe de fabrication indienne afin d'effectuer des sauvetages en haute mer notamment des pêcheurs en difficultés, des évacuations médicales ou des opérations environnementales.

Correspondant

Jean-Raymond Mondon reconduit à la présidence du CESER

Voici la composition du bureau élu hier par l'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental régional.

Président
MONDON Jean-Raymond

Vice-présidents (par ordre alphabétique)

- ANDRE Michèle
- BANON Maximin (Président de la Commission «Affaires sociales, Culturelles, Sportives, Solidarité et Egalité des chances»)
- BOLON Marcel
- CARMi Nicolas
- DE PRINCE Yann
- DOKI-THONON Philippe
- HOAREAU Ivan
- IGLICKI Alain
- ISAUTIER Jérôme
- LACPATIA Marie-Paulette
- LALA Abdoullah (Président de la Commission «Développement économique»)
- LE BOURVELLEC Jean-Marie
- LOUIS Arnold

- MARGUERITE Eric (Président de la Commission «Aménagement, Développement durable, Energie et Déplacements»)
- NICOL Christine (Présidente de la Commission «Education et Formation professionnelle»)
- RIVIERE Jean-Pierre
- SORRES Joël (Président de la Commission «Affaires générales, financières et des Relations internationales»)
- VIENNE Dominique

Membres (par ordre alphabétique)

- FRÉCAUT Catherine
- HOARAU Théodore
- LEPINAY Georges-Marie
- MINATCHY Jean-Yves
- PICARD Christian

Elections municipales

Section PCR de Saint-André : «Claudy Fruteau : arrogance, mépris et démagogie»

La Section de Saint-André du PCR a tenu un point de presse, ce lundi 10 février, pour réagir aux déclarations de l'épouse d'Eric Fruteau lors du meeting qui s'est déroulé samedi dernier.



Jacky The Seng et Paul Dennemont lors d'une distribution de tracts au marché forain de Saint-André.

Tout d'abord, Jacky The Seng et Paul Dennemont qualifient d'insultants les propos tenus par Claudy Fruteau et selon lesquels Eric Fruteau a gagné seul les municipales de mars 2008. Claudy Fruteau qui ne connaît rien des combats du peuple de Saint-André, mais inspirée par son époux, balaie d'un revers les 50 années de luttes du PCR qui ont conduit à la défaite de Virapoullé en mars 2008. Quelle arrogance, et quel mépris envers toutes ces femmes et ces hommes qui ont fait face à Virapoullé pendant 37 ans, parfois au péril de leur vie.

Ary Payet, Adrien Minienpoullé, Laurent Vergès ou encore Thérèse Mara, et Claude Aroumougom, aujourd'hui disparus, pour ne citer qu'eux, doivent se retourner dans leurs tombes. Par ailleurs, quelle humiliation pour celles et ceux qui composaient la liste d'Eric Fruteau en mars 2008 et qui ont contribué à sanctionner Virapoullé? C'est attristant de constater que les premiers pas en politique de cette dame sont empreints d'autant d'arrogance et de mépris. Un peu de modestie et d'humilité ne fait pourtant de mal à personne. Autre point abordé par les responsables de la Section, l'accusation lancée par Claudy Fruteau à l'adresse des élus de la majorité municipale qui refusent de la soutenir et qui ont lâché Eric Fruteau. Ceux-là sont qualifiés ni plus ni moins de traîtres! C'est quand même incroyable, font remarquer les responsables de la Section. Voilà l'épouse du champion de

la trahison qui se permet de donner aux autres des leçons de morale. Michèle Caniguy, Monique Payet, Viviane Soune Seyne et les autres apprécieront. S'agissant de trahison, Paul Dennemont a rappelé comment Eric Fruteau avait mené campagne contre Pierre Vergès lors des législatives de 2007, et boycotté la campagne des Européennes du 7 juin 2009 où Elie Hoarau n'avait recueilli à Saint-André que 27%. Son soutien à Alamélou à Sainte-Suzanne contre Maurice Gironcel lors des municipales partielles de 2012, avant qu'il ne renie finalement son Parti, et ce ne sont là que quelques exemples. N'est donc pas moraliste qui veut, a-t-il rajouté.

Enfin concernant la promesse de titulariser les employés communaux, les dirigeants de la Section PCR de Saint-André rappellent que c'est là une vieille revendication du Parti Communiste Réunionnais. L'obstacle étant les 53% de sur rémunération. Vaste débat. Ceci étant, une telle promesse à 1.300 employés communaux, à la veille des municipales, relève de la pure démagogie. Il faut la dénoncer, conclut Jacky The Seng, avant de rappeler le climat dans lequel exerce actuellement le personnel communal, pression, mise au placard, les congés maladie qui explosent. Des conditions de travail et des méthodes d'une autre époque!

Correspondant

Quand une image médiatique se fissure...

La Mairie de Saint-Paul s'intéresse-t-elle vraiment aux plus démunis ?

Dans les médias, la députée-maire de Saint-Paul se donne l'image d'une personne qui dit lutter contre la pauvreté. Est-ce la vérité? Lorsque la mairie refuse de répondre aux bonnes volontés, il y a lieu de s'interroger...

Huguette Bello et des médias n'en ratent pas une pour tenter de faire croire que la députée-maire de Saint-Paul se bat contre la pauvreté. C'est une image médiatique qui s'est construite, mais correspond-elle vraiment à la vérité?

Un premier exemple amène à s'interroger... La lutte contre la pauvreté, c'est l'ouverture sur les personnes touchées par ce fléau. Elles doivent vivre dans des conditions difficiles. Pour que ce combat soit le plus efficace possible, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. La moitié de la population est en dessous du seuil de pauvreté. Les pouvoirs publics trouvent donc un soutien évident à pouvoir lier des partenariats avec toutes les personnes qui veulent s'impliquer dans ce combat. Mais à Saint-Paul, est-ce le cas?

Expérience concluante en Polynésie

Engagé de longue date dans le milieu associatif, Bernard V. veut apporter sa contribution à cette noble cause. Il a du temps à mettre au service des autres, et c'est fort logiquement qu'il se tourne vers la Mairie de Saint-Paul pour savoir s'il peut accueillir pendant les fêtes un couple de personnes âgées. C'était en 2007. Pas de réponse.

En 2008, la majorité change, mais la méthode reste la même: aucune réponse.

En effet, en 2008, Bernard V. rencontre un élu de la nouvelle équipe. Il lui conseille de renouveler sa demande. Peine perdue, les services de la Mairie restent muets.

En 2009, Bernard V. déménage en Polynésie. Comme à Saint-Paul, il va à la rencontre de la Mairie et fait part de sa disponibilité. Il est accueilli à bras ouvert et il anime des formations en cuisine. Grâce à son implication bénévole, des familles arrivent à améliorer leur hygiène alimentaire, ce qui leur procure un gain notable pour leur santé.

Allô la Mairie...

Bernard V. revient à Saint-Paul. Enrichi par cette expérience polynésienne, il veut la mettre au service des autres. Il contacte donc directement le cabinet de Huguette Bello. Cette fois, il obtient un rendez-vous avec Christian Félicité début septembre. A la demande de ce dernier, Bernard V. prend rendez-vous avec le directeur du CCAS. La rencontre a lieu le 22 octobre. Le responsable administratif l'oriente ensuite vers un employé du Pôle de la vie locale. Ce dernier



Au sein de cette institution, s'intéresse-t-on vraiment à aider les plus pauvres à ne plus l'être?

étant absent, les coordonnées sont laissées. Pas de réponse...

Le 31 octobre, Bernard V. rencontre un animateur de quartier, sans plus de résultat. Alors le 26 novembre dernier, Bernard V. prend sa plume pour écrire à Huguette Bello, et commence ainsi sa lettre: «je me permets d'attirer votre attention sur la discordance totale entre des valeurs que vous souhaitez impulser et leurs s'applications par certains de vos services».

Il récapitule ensuite toute la série de démarches vaines effectuées auprès de la Mairie de Saint-Paul.

Plus de deux mois après avoir envoyé cette lettre à la députée-maire, Bernard V. n'a toujours pas reçu de réponse. D'où cette interrogation: à Saint-Paul, toutes les bonnes volontés sont-elles les bienvenues? La Mairie de Saint-Paul s'intéresse-t-elle vraiment aux plus démunis?

M.M.

Manifestations

Bosnie : Le chômage et la pauvreté, raison de la contestation

Des émeutes ont éclaté en marge de la manifestation contre la pauvreté et le chômage en Bosnie, vendredi 7 février à Tuzla (nord-est de la Bosnie), à Sarajevo et à Zenica (centre). Les manifestants reprochent au gouvernement son incapacité à relancer l'économie du pays et réduire la pauvreté.

Les contestataires dénoncent le gouvernement de Neboja Radmanovi qui ne parvient pas à résorber l'appauvrissement croissant de la population en Bosnie, où près d'une personne sur deux est au chômage. Ces manifestations sont les premières aussi violentes depuis la guerre intercommunautaire des années 1990.

«La révolte des citoyens»

Depuis le 4 février, les Bosniaques sont dans la rue pour dénoncer «une classe politique engluée dans des querelles politiciennes et incapable de redresser une économie sinistrée» depuis la fin de la

guerre intercommunautaire de 1992-1995, a expliqué le journaliste de l'Agence France Presse.

Un des leaders de la manifestation, Aldin Siranovic, a relayé la volonté de la population de voir son gouvernement démissionner: «Ils nous volent depuis 25 ans et ruinent notre avenir. Nous voulons qu'ils s'en aillent». Le principal quotidien local, «Dnevni Avaz», a titré en Une «La révolte des citoyens!» et le quotidien Oslobodjenje: «Le printemps bosnien!».

La situation actuelle est la conséquence d'une politique opaque, où la corruption est devenue endémique. Pays balkanique de 3,8 millions d'habitants, la Bosnie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Le chômage touche 44% de la population active, mais la Banque cen-

trale a estimé le nombre de personnes sans emploi à 27,5% en raison du travail non déclaré.

«Le taux élevé de chômage (...) continue de représenter une menace et doit être combattu pour assurer un avenir paisible et prospère à la Bosnie», avait prévenu la directrice de la Banque mondiale pour l'Europe du Sud-Est, Ellen Goldstein, en janvier 2014.

Exaspération de la population

De plus, selon des données officielles fournies à l'AFP, le salaire mensuel moyen est de 420 euros, et près d'un habitant sur cinq vit dans la pauvreté. «De plus en plus de gens vivent dans la misère et dans la pauvreté, ils ont faim. Le peuple a perdu l'espoir et ne croit plus à une amélioration de la situation. Manifester est leur seul moyen» d'être entendu, a expliqué à l'AFP, un analyste local, Vehid Sehic.

De son côté, Srecko Latal, a indiqué que «ce qui s'est passé ces derniers jours est l'explosion du mécontentement et de la colère qui se sont accumulés au cours des dernières années». «Cette exaspération est liée à une situation politique absolument chaotique et à une situation économique et sociale qui s'est sérieusement aggravée», a-t-il ajouté.

Après cinq jours de manifestation, le Parti Social-Démocratie (sdp), qui est l'une des principales formations membres de la coalition au pouvoir, et le membre musulman de la présidence tripartite de la Bosnie, Bakir Izetbegovic, ont appelé à l'organisation d'élections anticipées, qui devaient avoir lieu en octobre. Pour l'heure, la question est de savoir si l'Union Européenne va envoyer des troupes dans la république ex-yougoslave. Pour le diplomate autrichien Valentin Inzko, haut représentant de la communauté mondiale à Sarajevo: «si la situation s'aggrave à l'avenir également, nous envisagerons, probablement, l'envoi de troupes de l'UE mais pas aujourd'hui», a-t-il indiqué au journal viennois Kurier.

Céline Tabou



Manifestation lundi à Zenica, en Bosnie.

Violences en marge des manifestations

Des échauffourées entre la police et les manifestants ont fait près de 150 blessés, dont 80 à Sarajevo et 50 à Zenica. Plus d'une dizaine de personnes ont été blessées à Tuzla où un manifestant et un policier gravement atteints, ont été hospitalisés.

A Tuzla, une centaine de personnes ont pénétré dans les locaux du gouvernement local, où ils y ont saccagé le mobilier et jeté des téléviseurs par les fenêtres. Plus de 5.000 manifestants ont assisté au siège du bâtiment et ont applau-

di. De leurs côtés, les policiers se sont repliés vers un immeuble abritant les services d'urgences de la ville, a indiqué l'AFP.

La façade du siège de la présidence de Bosnie-Herzégovine a été aussi endommagée par des jets de pierre a déclaré la police aux médias présents. Tandis qu'à Zenica (centre), des échauffourées ont eu lieu entre près de 3.000 manifestants et les forces de l'ordre, faisant cinq blessés parmi les policiers.

Otè!

Akoz pa in mod gouvèrnans pou pèrmète anou fé respèk nout droi ?

Mi sort lir képar, La Frans nana lo dézyèm domèn maritime an parmi tout péi. L'Amèrik i vien an promyé avèk plis douz milyonn km2. La Frans i vien an dézyèm avèk plis onz milyonn km2. Aprésa nana L'ostrali, épi La Rissi épi d'ot ankor. Pou la Frans son ZEE (zone ékonomik éskliziv) i roprézant in bordir 200 mil (1852mx200=370400 m donk alor 370 km). Domenn maritime La Frans lé dann tout bann mèr, an parmi dann l'oséan indien.

Kosa sa i ansèrv? I ansèrv pou la pèsh, i ansèrv galman pou alé rod pétrol, rod bann métal lé bien rar é bien nésèsèr sof kan lé dann fon la mèr é zordi na poin ankor lo moiyn pou alé rodé, mé bann z'onm de syans i dézèpèr pa gingn fé in n'afèr konmsa... Mé i diré zot lé pa tro présé alé rod bann z'afèr-la: zot i sava rod poisson, é tout sort kalité produi dann la mèr, mé zot i pé alé pli loin pars i fo pa obli in n'afèr: la mèr lé bonpé pli gran ké la tèr é demoun i komans solman dékouv sak nana dodan é koman alé rod ali.

Mi antan déza bann kasèr lé kui, apré di kosa Justin i vé alé rod dann fon la mèr? Kosa in pti galé konm La Rényon i pé alé rod dann fon la mèr? Nou na poin sou-marin, nou na poin la téknik pou fouy bann puy an profondèr, épi La Rényon sé La Rényon é lo domenn maritime sa i apartien La Frans... Sé la ké moin lé pi dakor pars ni pé pa ronons sak pou moin sé nout bien konmsa. Myé k'sa, mi pans La Rényon i doi rovandik in droi dsi léspas maritime dan nout zalantour, é plis ké sa, i fo ni rovandik in droi dsi Sin-Pol, Amsterdam, la tèr Adélie. Akoz pa? Akoz si na nodil métalik bandé sé bann gran konpagni k'i doi pran tout pou zot é nou débout gète.

Mon bann konpatriyot rényoné, tansion pangar, ni pé pa krash dsi nout droi konmsa, mé zot i konpran bien i fo pa ni lès anou fèr, é ni réklam in gouvèrnans i pèrmète anou rovandik nout bien, sak pou moin sé nout bien.

Justin